

LES ENSEIGNEMENTS PAR SECTEURS



NOTRE
AFFAIRE
À TOUS

Construction

- Un problème commun de comptabilisation du scope 3.
- Une identification des risques liés au dérèglement climatique et du besoin d'agir limitée, alors qu'il s'agit d'un secteur clé d'émission qui va devoir participer à la transition via la rénovation thermique des bâtiments notamment doit donc être exemplaire rapidement pour ne pas être contre-productif.
- Les bases même de leurs politiques générales ne sont pas cohérentes avec une trajectoire sérieuse vers le respect des accords de Paris (selon les cas, le scénario de référence ou les scopes inclus).
- Du coup des mesures qui sont dispersées, à impact limité et/ou qui manquent d'une cohérence globale (souvent les 3).

Agro-alimentaire

- Bilans souvent largement incomplets sur les scopes inclus et notamment le scope 3 alors que ce dernier représente la majorité des émissions du secteur.
- Des entreprises qui à l'heure actuelle ne reconnaissent toujours pas la responsabilité de leur groupe et activités dans le dérèglement climatique .
- Des politiques générales qui affichent des ambitions mais ne fournissent pas de trajectoire et stratégie détaillées et concrètes permettant de les atteindre – à l'exception d'une entreprise analysée.
- Du coup des mesures qui manquent de précision et d'objectifs chiffrés, et dont la conformité avec les objectifs sont impossible à évaluer. Certaines mesures soulevant d'autres problèmes environnementaux (à préciser) ou exemptions sont même préoccupantes.

Financier

- Un secteur où les postes d'efforts et graves manquement à la vigilance climatique sont très disparates selon l'acteur analysé.
- BNP, SG et Natixis produisent une identification de leur empreinte carbone très limitée – souvent en ne chiffrant pas les émissions liées aux activités de financement et d'investissement, démontrant un manque de compréhension/reconnaissance de leurs responsabilités et leviers d'action vis-à-vis du dérèglement climatique.
- BNP et SG n'identifient pas les risques et conséquences du dérèglement climatique sur les droits humains et l'environnement et ne reconnaissent pas ou plus formellement leur part de responsabilité dans le changement climatique.
- Natixis, CA et AXA intègrent l'identification des risques et reconnaissent leur

responsabilité, pourtant/ce qui dénote encore plus avec :

- Un secteur qui manque en général de transparence et de cohérence en termes de scénarios et trajectoires et ainsi de stratégie claire avec des objectifs chiffrés aux horizons 2030 et 2050 – à l'exception d'AXA.
 - Des mesures qui ne permettent pas de mettre un terme au soutien massif de ces acteurs financiers aux secteurs les plus émetteurs – en première ligne celui des énergies fossiles.
 - Une intégration du climat dans leurs plans de vigilance (rappel que ce sont des documents légalement contraignants) qui reste à améliorer.
- Energie

Energie

- EDF, ENGIE et Total (nom en 2020) publient maintenant tous les 3 leur mix énergétique et leur empreinte carbone – rappel secteur énergie est le principal respo du dérèglement climatique.
- Une reconnaissance des risques liés au dérèglement climatique et de leur responsabilité très disparate.
- EDF reconnaît les dangers du changement climatique et sa responsabilité en faisant référence aux travaux du GIEC. Tandis que Total reconnaît l'existence du réchauffement climatique mais ne reconnaît pas l'urgence de devoir réduire des émissions de GES alors qu'il s'agit d'une des entreprises les plus émettrices dans le monde (environ 1% de l'ensemble des GES mondiaux annuels).
- Des politiques générales décevantes (à préciser après clarification).
- Des mesures extrêmement limitées ou parcellaires, dont certaines se fondent sur des technologies qui ne sont pas encore disponibles. La compensation des émissions n'est pas une stratégie viable, le secteur doit urgemment, radicalement et en priorité décarboner ses activités à la source.
- Des plans de vigilance (rappel que ce sont des documents légalement contraignants) disparates en termes d'intégration du climat, entre intégration complète (EDF), exceptions faites de nombreuses mesures promises (ENGIE) et un refus persistant d'intégrer les émissions de scope 3/indirectes (Total).

Transport

■ Un secteur de l'aviation aux notes très similaires avec :

- Des émissions indirectes (scope 3) que partiellement publiées.
- Des politiques générales insuffisantes qui évitent de prendre de réels engagements sur la réduction des émissions pour l'ensemble de leurs scopes et ce sans miser sur des technologies non-disponibles et incertaines. Et donc des mesures aux multiples failles dépendant du cas analysé (non chiffrées et détaillées, ne concernant pas toutes les activités, peu ambitieuses, se reposant sur des technologies qui ne sont pas durables ou disponibles).

■ Un secteur de l'automobile

- Des émissions directes et indirectes (difficiles à vérifier pour le scope 3) mais publiées en intégralité.
- Un manque de reconnaissance de la nécessité d'agir précisément sur les risques climatiques préoccupant.
- Des politiques générales qui doivent intégrer l'ensemble des activités des groupes (scope 1, 2 et 3 appliqué au monde entier et pas uniquement l'Europe).

■ Un secteur au global :

- Qui identifie son empreinte carbone et intègre le climat dans ses plans de vigilance.
- Mais peine ou se refuse à prendre sérieusement en compte son rôle dans le dérèglement climatique et à mettre en place des trajectoires et mesures pour la transition écologique de leurs activités.
- Une confiance dans des technologies et méthodes contre-productives d'un point de vue environnemental et/ou non-disponibles préoccupante.

Industriel

■ Un secteur industriel qui identifie en général mieux que la moyenne l'ensemble de ces foyers d'émissions de GES – même si le scope 3 n'est pas toujours identifié de façon exhaustive.

■ Mais ne perçoit pas l'ampleur des conséquences pour le Vivant et ne reconnaît pas de manière claire la participation de son entreprise au dérèglement climatique – à l'exception d'Air Liquide.

■ Ce qui se traduit dans des politiques générales et mesures concrètes floues, limitées et/ou peu ambitieuses, qui ne permettent pas de convaincre - à l'exception de Schneider Electric.

■ Le climat pas ou peu inclus dans les plans de vigilance.